DIAL 3600 - Pour Amnesty, les escadrons anti-émeutes ont violé les droits humains des manifestants

COLOMBIE - Amnesty fait état de centaines de victimes de traumatismes oculaires au cours des manifestations

Página 12

mercredi 29 décembre 2021, mis en ligne par Dial

Les mobilisations initiées en Colombie le 28 avril 2021 dans le cadre de la Grève nationale 2021 ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre. Comme le montre clairement un rapport d'Amnesty International publié fin novembre, les forces de police ont violé de façon généralisée les droits humains des manifestants, visant notamment les yeux des manifestants. Cet article a été publié sur le site du journal argentin Página 12 le 27 novembre 2021.

Le comportement des forces de sécurité colombiennes au cours des dernières manifestations contre le gouvernement d'Iván Duque, en particulier de l'Escadron mobile anti-émeutes (Esmad), a fait des centaines de victimes de traumatismes oculaires, selon un rapport d'Amnesty International (AI).

La section de vérification digitale de l'organisation humanitaire a analysé plus de 300 documents audiovisuels, du 28 avril au 20 octobre 2021, et a conclu que les agents de l'Esmad ont violé de manière généralisée les droits humains des manifestants. Selon l'analyse réalisée conjointement avec l'ONG Temblores et le Programme d'action pour l'égalité et l'inclusion sociale (PAIIS) de l'Université des Andes, ces violations se sont produites dans les cas où ont été infligées des blessures oculaires par l'usage disproportionné des armes.

« Il est effrayant de constater comment les agents de l'Esmad ont visé de façon délibérée les yeux d'un bon nombre de personnes pour la seule raison qu'elles exerçaient leur droit légitime à manifester pacifiquement », a déclaré la directrice d'AI pour les Amériques, Erika Guevara Rosas. « Les autorités colombiennes doivent garantir la justice, le respect intégral, l'accueil et la réparation aux victimes et prendre les mesures nécessaires pour éviter la répétition de ces graves violations des droits humains », a-t-elle ajouté.

Le rapport fait état de 12 cas de violences policières qui ont causé des traumatismes oculaires « irréversibles », quatre d'entre eux survenus les années précédentes et huit au cours de la Grève nationale de 2021, dans les villes de Bogotá, Popayán, Florencia, Medellín et Manizales. « La violence policière ne peut pas continuer à faire partie de notre quotidien », a déclaré Alejandro Rodríguez, coordinateur de Grita, l'observatoire de la police de Temblores. « Nous ne pouvons pas nous habituer à ce que l'État maltraite de façon indiscriminée les citoyens, et encore moins à ce qu'il blesse ceux qui exercent leur droit à manifester », a-t-il déclaré.

Les cas de violences policières et de lésions oculaires commis au cours des manifestations de 2021, répertoriés par sa plateforme « démontrent que les agissements des forces de police ne respectent pas les normes internationales de respect des droits humains et que s'impose une réforme de la police qui

garantisse l'intégrité et la vie des personnes », a-t-il ajouté. Le rapport décrit en outre les nombreux obstacles qu'ont dû franchir les victimes pour avoir accès aux soins médicaux et à une écoute psychosociale.

Eu égard aux faits dénoncés, Temblores et PAIIS ont mis en demeure les autorités colombiennes de respecter les recommandations formulées par la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH). Elles ont également demandé de suspendre l'usage excessif de la force au cours des manifestations et d'instaurer un système de surveillance et des protocoles d'investigation « indépendants et efficaces » pour enquêter sur les abus policiers.

Ce lundi une délégation d'Amnesty International dirigée par Guevara Rosas est arrivée en Colombie pour entamer un dialogue avec les autorités sur la situation inquiétante des droits humains que traverse le pays. « Pour accompagner les victimes de violations des droits humains et les courageuses organisations colombiennes, nous avons demander à nous réunir avec le président Iván Duque et des hauts fonctionnaires de son gouvernement, en espérant qu'ils manifestent la volonté de s'occuper en urgence de la grave crise des droits humains dans le pays », a déclaré Guevara Rosas.

« Ce sont des questions de vie ou de mort qui touchent des millions de personnes en Colombie. De l'impunité des violences policières dans le contexte de la répression des manifestations et les conséquences dévastatrices du conflit armé sur les communautés historiquement marginalisées, à la grave situation qu'affrontent les défenseurs des droits humains et les responsables communautaires – la Colombie étant le pays le plus mortifère du monde pour les défenseurs des droits humains –, ce sont des sujets qui exigent une réponse claire du gouvernement. Nous espérons que le président Duque sera disposé à dialoguer et à chercher des solutions ».

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3600.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Página 12, 27 novembre 2021.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.